

Premier Forum Togo- UE, le Togo renouvelle son offre de coopération P.4



Le ministre Adédzé



Ablamba Johnson

«Un coup de maître selon les organisateurs»

Les adieux du pr Dussey à l'ambassadeur du Gabon « Quand on arrive au Togo, on n'a plus envie d'en repartir »



a signifié le Dr Minko Mi-Nseme Sylver

Sylver Aboubakar Minko-Mi-Nseme, ambassadeur du Gabon et doyen du corps diplomatique, est arrivé au terme de sa mission au Togo. Il rejoindra son nouveau poste dans quelques semaines à Rabat (Maroc).

DERNIER VIRAGE DE LA CAMPAGNE POUR LES LOCALES

Agoè 1 et Golfe 7 du parti UNIR, les motivations de conquête très prononcées P.3



Djikounou



DG Kovi

ECO-RESPONSABILITÉ

Maersk Line Togo solidaire aux normes environnementales P.2



DG MAERSK

L'AGROBUSINESS EN AFRIQUE, UN FILON ENCORE SOUS-EXPLOITÉ

Après le mobile, la P.4 prochaine révolution africaine sera agricole

La prochaine révolution africaine sera agricole. Dans son rapport publié en septembre 2017 lors du Forum d'Abidjan sur la révolution verte en Afrique, l'AGRA (Alliance for a Green Revolution in Africa) rejoint l'une des ambitions majeures...

AFFAIRE NSIA

Le gouvernement sort enfin de son silence

Après une semaine tendue entre une partie du personnel se NSIA Assurance et le Conseil d'administration de NSIA Assurances viennent de livrer leur position dans l'affaire de licenciement des 9 agents de cette compagnie,...

TOGO-LOCALES

Vote par anticipation et par procuration, spécimen de bulletin, le président de la CENI se confie P.6

Les adieux du pr Dussey à l'ambassadeur du Gabon

« Quand on arrive au Togo, on n'a plus envie d'en repartir » a signifié le Dr Minko Mi-Nseme Sylver

Sylver Aboubakar Minko-Mi-Nseme, ambassadeur du Gabon et doyen du corps diplomatique, est arrivé au terme de sa mission au Togo. Il rejoindra son nouveau poste dans quelques semaines à Rabat (Maroc).



Remise de cadeaux des enfants du personnel aux diplomates

A cette occasion, le ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, a donné un dîner d'adieu en son honneur samedi dernier.

« Quand on arrive au Togo, on n'a plus envie d'en repartir », a-t-il déclaré. Et le diplomate sait de quoi il parle après 6 années passées en terre togolaise.

M. Dussey a salué les qualités de l'ambassadeur, artisan du renforcement des relations entre Libreville et Lomé. Il a également mentionné la tenue du premier sommet Cédéao-Cemac à Lomé et la volonté commune des deux organisations régionales de mutualiser leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme.

« Témoin privilégié des réalités quotidiennes du Togo, vous

sauvez être, j'en suis convaincu, l'interprète fidèle des aspirations du peuple togolais à une vie harmonieuse, à une cohésion sociale et au développement durable », a conclu le chef de la diplomatie togolaise.

La nomination de l'ambassadeur au Maroc - un poste très important pour la diplomatie gabonaise - est une marque de confiance à l'égard de ce diplomate.

Il convient de noter que Monsieur l'Ambassadeur a été à l'honneur lors d'une réception d'au revoir qui a eu pour cadre les locaux de la chancellerie du Gabon au Togo.

Tour à tour, les président de l'association des Gabonais au Togo (AGT) et le porte parole du personnel de l'Ambassade



Photo de famille lors du dîner d'adieux

ont témoigné leur gratitude au Chef de mission sortant entouré de son épouse et ses deux enfants pour son leadership et ses actions salutaires en tant que représentant du Chef de l'Etat gabonais au Togo, au Bénin et au Ghana.

Une attestation de reconnaissance lui a été délivrée par le bureau de l'AGT ainsi que différents cadeaux remis.

Dans son allocution, SE Dr Sylver Aboubakar MINKO-MI-NSEME a fait un bref résumé de ses 06 années passées au Togo, a remercié le personnel de l'Ambassade pour la bonne collaboration qui lui a permis d'atteindre ses nobles résultats notamment le renforcement des relations d'amitié et de coopération entre le Gabon et le Togo. Il a salué la paix qui règne au Togo et invité ces compatriotes qui le désirent de s'y installer à condition de respecter la législation togolaise.

Son épouse Mme Géraldine



Remise de cadeaux de l'AGT

MINKO-MI-NSEME, a également placé un mot à l'endroit des femmes gabonaises et les a félicitées puis remerciées pour leur dynamisme.

Tout ceci s'est passé autour d'un déjeuner et dans une ambiance festive.

Pour rappel, l'ambassadeur a présenté ses lettres de créances au Président de République le 12 décembre 2012 et est le doyen des diplomates en poste au Togo.

Adam A

ECO-RESPONSABILITÉ

Maersk Line Togo solidaire aux normes environnementales



Photo de famille lors de la journée

Conscient de sa responsabilité environnementale notamment écoresponsabilité, MAERSK s'est engagé dans un vaste chantier de reboisement de la côte togolaise selon les principes de développement durable, plus précisément de son pilier environnementale. Se faisant, depuis un moment, une bonne partie des cocoteraies de la plage togolaise porte la marque de Maersk Line Togo. Un acte

coutumier pour le personnel qui depuis un moment est solidaire à la tradition togolaise qui consiste à planter des arbres chaque 1^{er} juin. Cette rhétorique était encore cette année à l'ordre du jour.

Après avoir accompli cet acte le Directeur Général de Maersk Line Togo Tengou Kokou Edem s'est livré à la presse. Il a fait remarquer que la Société dont il a la responsabilité a à travers cette mobi-

lisation du personnel réaffirmé son attachement au respect de l'environnement en tant que société consciente de sa responsabilité environnementale. Au delà de planter les arbres, le groupe MAERSK Line est un groupe écologiquement responsable. Entre autres cliché de préservation de l'environnement il a signifié que Maersk Line fait attention au degré de soufre dans les carburants que la société utilise dans ses

bateaux pour ne pas endommager davantage l'environnement. Selon lui, reboiser la côte togolaise est un acte qui consiste à réaffirmer la responsabilité environnementale du groupe. Et à donc sacrifier à cette tradition togolaise du 1^{er} juin. La société Maersk est une société marine par vocation dont les locaux sont situés en bordure de mer ce qui justifie d'une manière ou d'une autre cette préférence.

Outre cet engagement, il est constant et connu de tous que la conception des navires de Maersk tient compte de cette responsabilité environnementale en optant dans sa responsabilité sociétale pour la diminution de la consommation du fuel de ses navires pour éviter des effets permissifs des émissions du CO2.

Pour les entretiens des cocoteraies mis en terre, MAERSK Line a noué un partenariat avec les amis de la terre qui devrait aider à les en-



Tengou Kokou Edem, DG MAERSK

tretenir car mieux outillés en la matière.

Pour rappel, Maersk Line est une société danoise de transport international de conteneurs et la plus grande filiale opérationnelle du groupe Maersk, un conglomérat danois. Il s'agit de la plus grande entreprise de transport de conteneurs au monde en termes de taille de flotte et de capacité de chargement.

Dodji

DERNIER VIRAGE DE LA CAMPAGNE POUR LES LOCALES

Agoè 1 et Golfe 7 du parti UNIR, les motivations de conquête très prononcées

Après une semaine de campagne pour les locales du 30 juin prochain, l'on peut aisément prédire le visage de ses élections au soir du 30 juin prochain. Les différents prétendants à ses élections amorcent le dernier virage du premier carré qui définit tous les enjeux de ses élections. Dans l'effet de l'action, le Parti Union pour la République (UNIR) s'est forgé pour ses locales une identité de visibilité incontestable qui lui donne une longueur d'avance sur ses adversaires dans la captation de l'électorat. Après une semaine de stratégie nourrie qui a cristallisé les attentions, le parti actualise une stratégie de consolidation des électeurs avec une constance dans la régularisation d'approche cohérente. Cette stratégie à aucune autre pareille est perçue majoritairement chez les candidats Djikounou, tête de liste de Golfe 7 et le DG Kovi Adambounou de la commune d'Agoè 1. Ses éléments d'appréciations énumérés sont fait de multiples interrogations à la taille de la fougue juvénile de ses deux personnalités.



Une communauté d'Adidogomé très attentive



DNMFU (gauche) Djikounou (droite)

Koffi Adambounou Tête de liste de la commune d'Agoè 1

, est presque sur un terrain conquis vu que la commune d'Agoè est un modèle consen-

neur. Une reconnaissance dont chaque composant associative voudrait bien lui rendre la pièce de sa monnaie à travers ses locales. C'est donc à juste titre que l'homme entend bien



Les cadres dans la commune d'Agoè 1 sur un site

homme averti, Kovi Adambounou mise sur certains projets porteurs pour consacrer définitivement le développement de la commune d'Agoè qui comme annoncé plus haut est déjà un modèle. Cette deuxième et dernière semaine annonce une nouvelle facette de la campagne qui retrace l'ensemble de la lutte et qui est censé redéfinir les rapports de force politiques pour une victoire qui pour ses militants n'est qu'une simple formalité d'usage.

Djikounou tête de liste UNIR Golfe 7

Nous retracions dans notre dernière livraison certains pans de sa campagne dans la commune de golfe 7 plus précisément à Adidogomé. L'homme connu du grand public de Lomé



Mme Adam Sémékanawa

suel cité. Il sera déraisonnable de ne pas cité le DG Kovi Adambounou dans les multiples œuvres en faveur de la jeunesse de cette préfecture qui suscite assez d'enthousiasme. Les pratiques de l'homme et ses idées depuis des lustres n'en finissent pas d'enflammer la toile. Ce militant zélé du grand parti Union pour la république (UNIR) est la personne la mieux indiquée pour présider les destinées de la commune d'Agoè Grnivé. Par ses stratégies de charme, il est en passe de modifier les équilibres car s'adapte à un certain de prédispositions avec des choix responsables. Sa stratégie de campagne motivée par des gestes de charité légendaires dont les témoignages des associations de part le Togo ne tarissent pas d'éloge en sa fa-

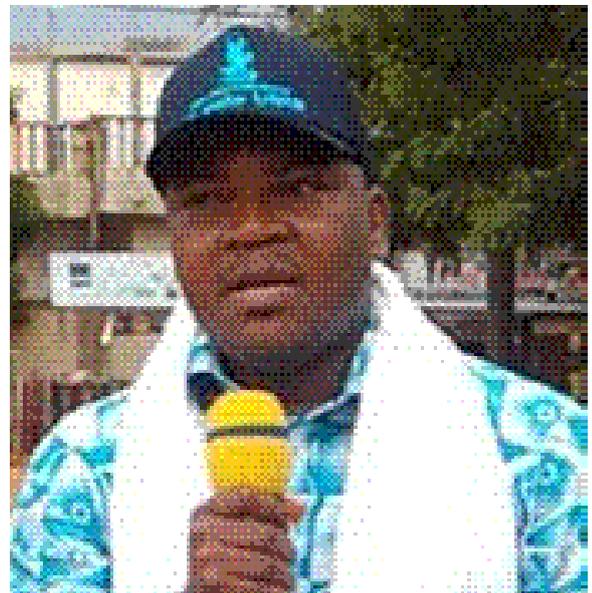
continué dans la même lancée. Fortement imprégné dans les



La communauté d'Agoè suivant les explications du DG

actions de développement, en et de la population

novations dont il fait montre. C'est une évidence que les candidats d'UNIR de Golfe 7 ont marqué de par le passé le terrain par des actes nobles dont la population gardera pour longtemps les signes. Au demeurant, tout est bien huilé pour ratisser large en faveur de leur liste qui se trouve être la plus prisée parmi l'armada de candidats dans cette commune. Toutefois, Djikounou et sa suite ne veulent pas faire les choses à moitié. Ils maintiennent le pied sur l'accélérateur, surtout dans ce dernier virage de campagne. Cette semaine débutante, l'équipe met en branle une nouvelle stratégie



DG Kovi Adambounou

de ses adversaires politiques. Il attire de se faite des convoitises qui tiennent compte des reflets fructueux. Inexorablement, Djikounou Koffi Aimé et sa liste ont durant la semaine dernière activé un véritable mécanisme qui alimente les commentaires les plus passionnés. Il a à son active une panoplie de stratégie à géométrie variable pour maintenir l'électorat d'Adidogomé qui ne s'enlance pas des multiples in-

pour toujours reconquérir les indécis et faire basculer définitivement les pendules en sa faveur. Comme on peut le constater, chaque jour est porteurs d'un message d'espoir pour la population d'Adidogomé qui témoigne d'ores et déjà sa reconnaissance pour les promesses de cette liste qui a multiplié toute cette semaine du meeting.

Adam Adjonou

Premier Forum Togo- UE, le togo renouvelle son «Un coup de maitre selon les organisateurs» selon le ministre Adédzé

Le Togo s'est fixé de grandes ambitions à la hauteur de sa nouvelle politique de réformes économiques. Ces ambitions dont les contours riment avec les articulations du Plan National de Développement (PND), moteur de croissance et de développement 2018-2022 est menée à une échelle transversale Pour donner plus de relief à cette noble ambition, on tient compte des clichés porteurs pour satisfaire aux exigences de la population. Dans la droite ligne de cette démarche, une approche précautionneuse et des choix judicieux est mis en branle. Au nombre de ceux-ci, le premier Forum Togo-UE. Un projet à l'entame qui a essuyé les critiques les plus virulents se trouve être aujourd'hui l'un des plus grands succès de coopération d'après certains indices exprimées et assez partagés. Ce que d'ailleurs les organisateurs estiment être un coup de maitre.



Photo de table des officiels

Au regard des multiples plans de communication ayant marqué cet événement, une conférence de presse de partage de résultat à eu lieu le mercredi dernier sous la hou-

lette du ministre du commerce Adédzé Kodzo en présence du ministre conseillère du président de la République Mme Ablame Johnson.

Cette rencontre de haut ni-

veau qui a mobilisé des investisseurs et opérateurs économiques togolais et étrangers, vise à bâtir des relations économiques durables et pérenne à l'arrimage du Plan National

de Développement (PND, 2018-2022).

Selon un bilan relevé par M. Adédzé Kodjo, Ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et de la Promotion de la Consommation Locale, l'un des succès du forum de Lomé reste le choix de 141 projets des opérateurs économiques togolais en vue de leur financement.

La délégation de l'Union Européenne au Togo renouvelle l'engagement de l'institution à améliorer davantage le climat des affaires au Togo a souligné Bruno HANSES, chargé d'affaires à la délégation de l'UE au Togo.

Le secteur privé représenté par le président de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Togo, a remercié tous les acteurs qui ont fait du forum une réussite. Germain MEBA a promis œuvrer pour un meilleur accompagnement des hommes et femmes d'affaires du Togo à l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement PND. La rencontre-bilan du premier forum Togo-UE s'est déroulé en présence d'autres personnalités dont Mme Sandra JOHNSON, Ministre conseillère du Président de la

République, coordonnateur du forum.

On peut retenir que le Forum a rassemblé un peu plus de 1000 participants contre 400 initialement attendus, 141 projets sélectionnés sur les 400 soumis. Partant de l'objectif principal du Forum qui consistait à mettre tout en œuvre peser sur tous les leviers et potentialités que regorge le Togo en vue d'une économie résiliente au Togo, il n'en fallait pas moins évident pour atteindre ce score élogieux. Ces résultats ne font l'ombre d'aucun doute que le Togo veut être la plaque tournante pour des investissements sûrs et sécurisés dans la sous-région ouest africaine qui compte aujourd'hui plus de 300 millions d'habitants en vue d'atteindre une croissance prévisionnelle de 7,6% à l'horizon 2022. En outre, ce Forum a enregistré 427 séances Match-marking B2B, 54 Etats participants dont de l'espace Union-Européenne et 46 togolais de la diaspora. Il ressort de cette conférence de presse bilan qu'il y a en outre 450 entrepreneurs locaux, 200 hauts cadres et 94 conférenciers.

Adam

L'AGROBUSINESS EN AFRIQUE, UN FILON ENCORE SOUS-EXPLOITÉ

Après le mobile, la prochaine révolution africaine sera agricole

La prochaine révolution africaine sera agricole. Dans son rapport publié en septembre 2017 lors du Forum d'Abidjan sur la révolution verte en Afrique, l'AGRA (Alliance for a Green Revolution in Africa) rejoint l'une des ambitions majeures de la Banque africaine de développement/ AIDER 0 L'émergence d'agro-entrepreneurs de PME et petites exploitations, afin de générer, dès 2030, jusqu'à 1.000 milliards de dollars de revenus annuels sur le continent en substituant leurs propres productions aux importations alimentaires, grâce à la montée en puissance d'industries de transformation au niveau local.

L'enjeu de l'agrobusiness en Afrique est de taille. Il est à l'échelle du continent, dont le grand atout compétitif n'est autre que lui-même par la création d'un marché intérieur de deux milliards d'habitants à l'horizon de 2050. L'Afrique a les ressources, les compétences et la capacité humaine pour devenir consommateur et exportateur d'aliments produits sur son sol. Mais pour l'heure, son solde agricole est lourdement déficitaire, les importations dépassant 65 milliards de dollars par an. Si rien n'est fait pour changer la donne en matière de compétitivité, la facture pourrait s'alourdir à 110 milliards de dollars en 2025. C'est tout le paradoxe de la situation : avec un secteur agricole qui concentre plus de 60 % de sa population active, dont la moitié de femmes, ainsi que les

deux tiers des terres arables non cultivées dans le monde, l'agrobusiness est un filon encore sous-exploité à ce jour.

Pour faire le continent le grenier du monde, le principal défi à relever est celui de la compétitivité, qui passe par le développement de financements agricoles inédits (outils mixte combinant acteurs publics et privés), un meilleur accompagnement des petits exploitants (assistance technique pour augmenter les rendements) et un appui sur des technologies innovantes. Il existe une forte corrélation entre le taux d'utilisation des engrais et le taux de rendement agricole, comme l'ont montré par exemple les résultats obtenus dans la culture du maïs et de la floriculture en Ethiopie. Autant d'efforts de productivité, qui doivent s'appuyer sur un environ-

nement d'infrastructures fiables (routes, ports, lignes ferroviaires), un des cinq piliers, High 5, de la politique de financement de la Banque africaine de développement.

Force est de constater que les investissements privés prennent de l'ampleur sur le continent. Cependant, beaucoup reste à faire. En nombre dernier à Johannesburg, le Forum africain pour l'investissement, organisé sous l'égide de la Banque, a mis en lumière la nécessité d'investir 45 milliards de dollars par an (contre sept actuellement) pour répondre aux besoins de l'agrobusiness, secteur clé du développement. L'engagement d'acteurs privés a déjà permis la création de filières rentables et intégrées. C'est le cas par exemple du secteur avicole en Côte d'Ivoire,



Pierre Guislain, vice Pdt de la BAD

standards internationaux. Pour la Banque, tous les efforts doivent être menés pour transformer radicalement les modes de production et de distribution et faire émerger un secteur compétitif et inclusif, créateur de richesse et protecteur de l'environnement.

Pour « Nourrir l'Afrique », une de cinq priorités, la Banque déploie son aide financière sur tout le continent à travers la création de chaînes de valeur et de pôles agricoles ou « agropoles » via des investissements de long terme venant de groupes agroalimentaires internationaux. Ces financements favorisent la diffusion des technologies et améliorent l'accès à l'eau et à l'irrigation. La transformation économique de l'Afrique ne peut se produire qu'avec une agriculture axée sur ces nouvelles technologies pour faire face aux changements climatiques, créer des emplois et des richesses et promouvoir la sécurité alimentaire et la santé. La Banque soutient et forme les jeunes africains, qui symbolisent la révolution entrepreneuriale sur la quasi-totalité du continent. Ils sont déjà les artisans d'une révolution en plein devenir dans l'agrobusiness africain.

Source: bulletin AFDB

au Sénégal et au Maroc : hausse de la demande intérieure, investissements massifs, maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur dans un marché de mieux et mieux structuré.

Face à une concurrence internationale élevée, l'agriculture, qui compte pour un petit quart du PIB continental, est loin d'avoir atteint son plein potentiel. En raison notamment de difficultés d'accès au financement et du prix des intrants, les pays africains peinent à trouver le modèle économique de référence pour augmenter leur productivité et transformer l'agriculture en une activité commerciale répondant aux

TOGO-LOCALES

Vote par anticipation et par procuration, spécimen de bulletin, le président de la CENI se confie

Les élections municipales auront bel et bien lieu le dimanche 30 juin prochain. Accusée par certains candidats de ne pas mettre à temps à leur disposition les spécimens de bulletin de vote, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) s'explique et rassure les uns et les autres.

Jules Amim, le président de la sous-commission communication de l'institution présidée par Tchambakou Ayassor et qui est chargée d'organiser et de superviser les élections au Togo, a fait savoir que c'est normal qu'on ait de petites difficultés au niveau de l'organisation d'une élection qu'on n'a plus organisée depuis une trentaine d'années. Mais la CENI s'attèle rapidement à mettre à disposition ces spécimens de bulletin de vote, avant la fin de la campagne électorale le 28 juin prochain, et dont le code électoral ne fait aucune mention.

« C'est seulement le mardi 18 juin qu'on a invité les têtes de listes pour venir valider leur identité et leur positionnement sur le bulletin de vote afin que les spécimens soient commandés. A ce jour, on ne peut pas dire que la CENI a accusé un retard pour mettre à disposition des candidats les spécimens. Très prochainement, les spéci-

mens seront mis à la disposition des candidats. La mise à disposition des candidats des spécimens n'est pas dans la loi électorale, c'est la CENI qui a pris sur elle, sur le plan pratique, d'aider les candidats à pouvoir produire le spécimen du bulletin de vote à leur électorat afin que le jour J les électeurs puissent connaître leur positionnement sur le bulletin », a-t-il déclaré vendredi sur BBC.

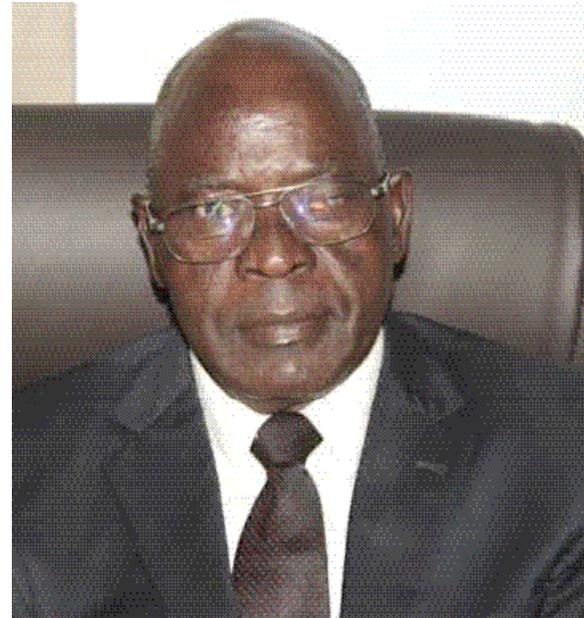
Il faut noter que mis à part ce problème du spécimen de bulletin de vote, les choses bougent dans l'organisation de ces élections municipales. Selon la CENI, avant le 30 juin, date retenue pour ces élections, les éléments des forces de l'ordre et de sécurité voteront par anticipation le jeudi 27 juin prochain.

Par un autre communiqué, l'institution s'est aussi adressée aux partis politiques, aux regroupements de partis politiques, aux candidats indépen-

dants et aux électeurs. La CENI invite les partis politiques, les regroupements de partis politiques et candidats indépendants que les formulaires de mandat de leurs délégués dans les bureaux de vote peuvent être retirés aux sièges des CELI. Ils doivent être renseignés et soumis au visa du président de la CELI du ressort de leur commune.

La CENI s'adresse également aux électeurs régulièrement inscrits, en possession de leur carte d'électeur et se trouvant dans l'un des cas de vote par procuration. Ceux-ci doivent aller retirer aux sièges des CELI de leur ressort les formulaires nécessaires qui doivent, selon la CENI, être complétés et légalisés.

Le laboratoire de chimie des eaux de l'Université de Lomé, chargé d'étudier scientifiquement l'encre indélébile qui sera utilisée lors du scrutin pour marquer le doigt des électeurs



qui finissent de voter, a rendu jeudi à la CENI, les résultats de ses analyses. Selon le directeur du laboratoire, le professeur Djaneje-Boundjou

Gbande, les analyses sont concluantes, ce qui signifie que l'encre peut être bien utilisée.

La Rédaction

Le Togo dispose désormais d'un répertoire actualisé des entreprises

Il est évident que pour mener une bonne politique de développement chaque Etat a besoin de données statistiques fiables et actualisées enfin d'opérer des choix politiques judicieux. C'est justement ce qui a orienté le gouvernement et ses partenaires a lancé le Recensement général des entreprises en 2017 en vue de disposer d'une base de données actualisée, fiables et nécessaire au suivi de la démographie des entreprises tant formelles qu'informelles sur toute l'étendue du territoire. Les données de ce recensement sont rendus publiques le jeudi dernier.

Selon les résultats présentés, il ressort que l'effectif des unités économiques dénombrés au Togo est de 115880, qu'elles soient des établissements uniques ou sièges répartis comme suit : Grand Lomé 63,4% ; Maritime 8,3% ; Plateaux 10,1% ; Centrale 6,0% ; Savane 5,4%. Ces unités se répartissent également entre les secteurs formel et informel avec respectivement 14,5% et 85,5%. Leurs dirigeants sont majoritairement togolais avec une proportion de 90,4% ; 4,9% des dirigeants viennent des pays de l'UEMOA.

L'effectif des emplois dénombrés dans les unités économiques en 2018 est de 323866 emploi. Spécifiquement, les sociétés ont employé 24,7% de la main d'œuvre et les entreprises individuelles 64,3%. Les femmes responsables d'entreprises occupent 41,1% de l'effectif des entreprises recensées contre 58,6% d'hommes.

Dans l'ensemble on constate que le grand Lomé regorge à lui seul plus de la moitié des uni-



Photo de famille

tés économiques qui s'explique par la proximité du port autonome de Lomé qui est la principale porte d'entrée des marchandises et du matériel utilisé dans l'exercice des activités économiques.

En considérant le volume de l'emploi par forme d'exploitation, 42,0% des emplois sont fournis par le secteur formel contre 58,0% fournis par l'informel.

Le RGE 2018 a estimé le chiffre d'affaire réalisé en 2016 par unités économiques recensées à 2958,6 milliards de FCFA

. Il est généré à 81,0% par les sociétés, bien que moins nombreuses (4,4%) et à 17,2% par les entreprises individuelles.

La branche commerce est la principale branche avec 32,4% du Chiffre d'affaire global des unités recensées. Elle est suivie de la branche activités de transformation qui génère 18,3% du Chiffre d'affaire, la branche production et distribution d'électricité et de gaz 10,1%, la branche information et communication 8,6%, celle de la construction 7,5%, suivie de la

branche activités financières et d'assurances 5,3% du CA global des unités recensées.

A l'ouverture de l'atelier de présentation des résultats, le Directeur de cabinet du ministère de la planification M. Edzéou

tion du Plan National de Développement (PND) et des politiques sectorielles. Ils permettront également de parachever le projet de migration au système de comptabilité National (SCN) 2008 notamment par l'élaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux conformément au SCN 2008.

Le processus a bénéficié d'un appui financier et technique

a signifié que pour tenir compte des changements et l'émergence de nouvelles formes d'activités, il s'avère nécessaire d'opérer ce recensement et répondre aux besoins nouveaux en matière de planification et de développement socioéconomique. Selon lui, les résultats issus de RCG vont contribuer à actualiser le répertoire national des entreprises à des fins statistiques. Ils marquent également un pas important dans la capitalisation des données de référence qui seront utiles pour le suivi-évaluation

de l'Union Européenne et d'une assistance technique d'AFRISTAT. Il a nécessité un budget de 959965553 FCFA et financé par l'Etat, l'Union Européenne et la Banque mondiale.

Pour rappel le dernier recensement des unités économiques au Togo remonte à 2003. Cette opération n'avait couvert que les unités économiques du secteur formel opérant dans la capitale Lomé et ses environs.

Adam Adjroun

AFFAIRE NSIA

Le gouvernement sort enfin de son silence

Après une semaine tendue entre une partie du personnel de NSIA Assurance et les Conseils d'administration de NSIA Assurances viennent de livrer leur position dans l'affaire de licenciement des 9 agents de cette compagnie, ce qui a conduit le Syndicat des employés et cadres de banques, des établissements financiers et des assurances du Togo (SYNBANK) à opter pour une grève sèche de 3 jours à partir de lundi prochain avec pour objectif de contraindre NSIA à rétablir les agents licenciés dans leurs droits.

Selon Béné Boëvi Lawson, le président de ces conseils d'administration, c'est 'fallacieux' de dire que les 2 DG ivoiriens n'ont pas leur permis de travail au Togo. Ils en disposent bel et bien, rassure-t-il, et le licenciement des 9 agents a été fait dans les règles de l'art, soutient-il.

« Les DG des filiales NSIA au Togo exercent en toute légalité et travaillent en parfaite harmonie avec la tutelle et la profession. Leurs actes revêtent toute l'autorité que leur confèrent les dispositions de l'Acte uniforme relatif aux droits des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA). Ils disposent également du visa de travail exigé par la réglementation locale pour le personnel de nationalité étrangère », écrit-il.

Le patron des patrons de cette filiale présente dans une douzaine de pays, note que pour en arriver à ce licenciement,



toute une procédure avec plusieurs réunions a été suivie. Selon la compagnie, une première réunion d'information avec le personnel a été organisée le 19 octobre 2018. Une autre réunion d'information des délégués du personnel a suivi le 23 octobre 2018. Une 3^{ème} rencontre a eu lieu le 25 octobre 2018 avec l'Inspecteur du travail qui a ensuite reçu un courrier d'information le lendemain.

Un courrier, selon M. Lawson, a ensuite été envoyé le 16 novembre 2018 aux délégués du personnel en vue de

recueillir leurs avis et suggestions sur le projet de licenciement envisagé.

« Les délégués ont rejeté le projet sans pour autant proposer une alternative dans le délai légal de 3 mois », note le président.

« C'est alors que nous avons saisi l'inspection du travail le 15 mars 2019 avec les documents nécessaires : les procès-verbaux des différentes rencontres avec les délégués, le motif du licenciement, les postes à supprimer. Le 29 mai 2019, nous avons mis en œuvre le licenciement, large-

ment après le délai légal de 21 jours dont disposait l'inspection du travail pour émettre son avis », conclut-il sur ce point.

Sur les mesures de restructuration comportant un plan social, les responsables de NSIA apportent aussi une explication. Selon eux, ces mesures ont été initiées dans le strict respect du code du travail et de la convention collective en vigueur. Ils n'en veulent pour preuve que NSIA ambitionne 'de rester un acteur important du secteur financier du Togo et compte continuer à être une entreprise citoyenne participant activement aux efforts de développement économique et social du pays'.

« La restructuration en cours à NSIA Assurances devrait lui permettre de retrouver rapidement sa rentabilité technique, pour plus d'efficacité dans ses offres de produits et ses prestations », indique le document.

Contacté au téléphone la secrétaire Générale Mme Patassé du SYMBANK a signifié que le mot d'ordre de grève n'est pas levé car le syndicat n'est tenu informé d'aucune démarche d'apaisement ou de



Le ministre Gilbert Bawara

réintégration des agents abusivement licenciés. D'autre part elle a signifié que le ministre de la Fonction publique, du Travail, de la Réforme administrative et de la Protection sociale M. Gilbert Bawara reçoit les protagonistes ce lundi après-midi pour un rapprochement éventuel des deux partis. C'est la première fois depuis l'éclatement de ce problème que le gouvernement s'implique directement. La secrétaire du SYMBANK a promis que tout rentrera dans l'ordre si on réintégrait leur camarade.

A suivre

La Rédaction

Les institutions financières africaines jouent un rôle clé dans l'intégration régionale de l'Afrique

Le vice-président de la Banque africaine de développement, en charge du secteur privé, des infrastructures et de l'industrialisation, Pierre Guislain, a insisté, mardi 11 juin, sur le rôle majeur des institutions financières africaines dans le processus d'intégration régionale en Afrique.

« Ces institutions financent le secteur privé, qui doit devenir moteur de l'intégration régionale en Afrique », a déclaré Pierre Guislain à l'ouverture de l'atelier organisé par l'Association des institutions africaines de financement du développement (AADFI), en marge des Assemblées annuelles de la Banque à Malabo, en Guinée équatoriale.

L'AADFI, qui tient également sa 45^{ème} Assemblée générale à Malabo, dans le cadre des Assemblées annuelles de la Banque, est une organisation panafricaine créée en 1975 sous l'égide de la Banque africaine de développement. Elle est composée de financiers du développement présents dans la plupart des pays du continent, qui peuvent être des « relais très efficace pour la Banque », a estimé Pierre Guislain.

Le vice-président de l'AADFI, Lucas Mesos, a pris la parole en l'absence du président de l'Association, Patrick Dlamini, pour mettre en valeur l'objectif de l'atelier consistant



Photo du panneau

à « réfléchir à des synergies entre les différentes institutions afin d'être plus efficaces ensemble. L'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange (ZLEC) cette année justifie notre volonté collective ».

La ratification récente de l'accord sur ZLEC vise à créer

à terme la plus grande zone de libre-échange au monde, avec un marché intégré de 1,3 milliards d'habitants et un PIB global d'environ 3 300 milliards de dollars américains. Pour Pierre Guislain, « la réalité de l'intégration régionale est, avant tout, économique et sociale

grâce aux entreprises qui contribuent à réaliser cette intégration, avec l'appui financier des institutions de développement ».

Le PDG de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur (BMICE), Noureddine Zekri, abonde dans ce sens : « Nous finançons exclusivement le secteur privé dans les cinq pays du Maghreb, soit en directe avec les petites et moyennes entreprises, soit en passant par des établissements bancaires à qui nous accordons des lignes de crédit ».

La banque soutient ces institutions financières, nationales ou régionales, pour la plupart publiques, et membre de la Banque africaine de développement - en renforçant leurs capacités, en partageant le savoir et l'expérience qu'elle possède et, pour certaines d'entre elles, en les finançant directement sur des projets d'envergure.

Pour Mohan Vivekanandan, dirigeant de la Banque de Développement d'Afrique Australe, les gouvernements africains doivent accorder la priorité aux grands

projets d'infrastructure impliquant plusieurs pays car ils sont cruciaux pour l'intégration régionale. Leur défi majeur : respecter les délais en améliorant leur coordination ».

« Nous devons prioriser à la fois les efforts d'assistance technique et les provisions de financement à long terme pour que ces grands projets complexes se réalisent », a-t-il poursuivi.

La stratégie d'intégration régionale de la Banque africaine de développement repose sur trois axes principaux : la connectivité (transport, télécommunications, énergie), l'investissement et le commerce (libération des marchés) et l'intégration des systèmes financiers.

En Afrique, cohabitent 54 systèmes financiers assez isolés les uns des autres. Selon Pierre Guislain, « il faut trouver les moyens d'intégrer ces systèmes financiers, de permettre aux banques d'avoir un champ d'action plus large que leur marché national, de favoriser les liens entre marchés de capitaux et de développer l'émission d'obligations au niveau régional ».

Bulletin ADB

INNOVATION TOGOLAISE

Lancement des Gestionnaires Répartiteurs de Courant (GRC) sur le marché togolais



Photo de table à l'ouverture

Le FNB International SAS, un opérateur économique togolais, a organisé en collaboration avec la Chambre du Commerce et d'Industrie du

Togo (CCIT), la cérémonie officielle de lancement des Gestionnaires Répartiteurs de Courant (GRC), le samedi 22 juin 2019, au siège de la CCIT.

Les GRC sont des additionnelles électroniques de courant programmable et sont une invention d'un opérateur économique togolais pro-



tégée par un brevet de propriété intellectuelle à OAPI en 2016.

Pour M. PERE Venance, Président Directeur Général de FNB International SAS, cette innovation est née du souci de réduire les dépenses liées aux charges de l'énergie électrique pour l'ensemble des utilisateurs et par ricochet réduire le gaspillage de cette énergie.

ment a été présidée par M. MEBA Essohouna, Président de la CCIT. Il a affirmé sa fierté de voir les opérateurs économiques locaux lancer des idées innovantes et de pouvoir les concrétiser tout en réglant les problèmes propres aux togolais. Pour lui cette innovation est à saluer tout en apportant le soutien de la CCIT à l'opérateur économique.

La cérémonie de lance-

La Rédaction

abc
AFRICAN BUSINESS COMPANY

ELEVAGE, ABATAGE ET DISTRIBUTION DE VOLAILLES FRAÎCHES

ENTIER, GUISSE, BLANC, GEBIER, CŒUR, ALÈS, FOIE, DOS, CŒUR, ALÈS

TOGO KOKLO
Poulet de chair frais de qualité supérieure produit au TOGO

KIOSQUE DES PRODUITS TOGOLAIS

PRODUCTEURS TOGOLAIS

Faites **GRATUITEMENT** la Promotion et la Publicité de vos Produits et Services à travers LE KIOSQUE DES PRODUITS TOGOLAIS

- Boutiques d'exposition
- Promotion & Publicité
- Ventes & Représentation
- Lobbying
- Mini-foires & Animations autour des produits togolais

Siteweb: www.kiosquedesproduitstogolais.tg E-mail: kiosque.togolais@yahoo.com
(+228) 93 53 82 18 / 90 02 76 54 / 22 61 13 02 / 23 20 89 19

KIOSQUE & ETS TATA CHOCO

vous proposent

Les Epices de Tata Choco

- Poivre Blanc Moulu
- Poivre Noir Moulu
- Gingembre Moulu
- Mélange d'Epices
- Piment de table au Crovette
- Piment de table au Poisson
- Yévéssé Fonfon

585, Rue du Grand Séminaire à côté du Marché de Hedzranawos en face de l'BS Vins d'Italie
TEL: (+228) 93 53 82 18 / 22 61 13 02 / 23 20 89 19

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 11 87 88

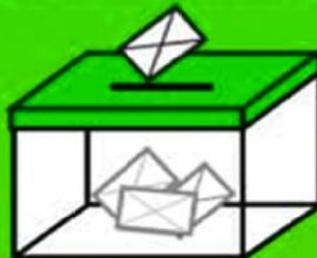
REPUBLIQUE TOGOLAISE
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE
(CENI - TOGO)

ELECTIONS
DES CONSEILLERS
MUNICIPAUX 2019



30 JUIN 2019

ENSEMBLE,



CONSTRUISONS NOS COMMUNES



TOGOLAIS VIENS, BÂTISSONS LA CITÉ
#ElectionsTg2019

d'A Vision
FRIQUE
Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2ème von derrière
EPP Kélégougan
Récépissé:
N° 0508/02/02/15 HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo
Tel: 90 11 87 88

Directeur Général;
chargé de la publication
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88

Email:
adamadjronou@gmail.com
Site: www.afrique-vision.com

Rédaction
Ali Baba
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU

Responsable
commercial
Dodji Kétohou

Infographie:
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage:
2500 exemplaires